

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 05

Objet de la délibération : DGA / VSC -
Soutien aux actions du contrat de ville en
faveur de la médiation sociale, de
l'amélioration du cadre de vie et de la
santé - Attribution de subventions

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2021.090

Date de la convocation :
Le 25/05/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 8 JUIN 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 JUIN 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 31 mai 2021

L'an deux mil vingt et un et le 31 mai à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR

PROCURATION :

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Marc MALFATTO, Alexis ARGENTI

Monsieur LEONETTI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est engagée, dans le cadre du contrat de ville 2020-2022 pour le soutien des actions menées par différents intervenants au sein du quartier prioritaire ou en direction de sa population, en faveur de la médiation sociale, de l'amélioration du cadre de vie et de la santé.

L'association **Relais de Femmes** vise à rendre autonome un public éloigné de l'insertion sociale et issu du quartier prioritaire par l'accompagnement aux démarches administratives, par l'organisation d'ateliers collectifs d'information sur des sujets de la vie quotidienne, ainsi que par des sorties socio-culturelles.

La **Fondation d'Auteuil** porte, au titre du contrat de ville, deux actions :

- La première action vise l'Espace de Vie Sociale (EVS) qui permet d'accueillir, d'orienter, les familles avec enfants du quartier prioritaire, sur des actions parents-enfants, des sorties socio-culturelles et d'accompagner les parents dans leurs démarches administratives.
- La deuxième action de la Fondation regroupe 2 démarches :
 - l'animation du Conseil Citoyen (CC), instance créée par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Il est composé des habitants du quartier prioritaire et d'acteurs locaux, en vue de construire des projets utiles au quartier et de participer aux étapes de la programmation des actions de la politique de la ville ;
 - la participation au Fonds de Participation aux Habitants (FPH) pour le soutien de projets portés par des habitants du quartier prioritaire à hauteur de 500 euros par projet.

L'APPASCAM est un centre de ressources pour les associations du quartier prioritaire dans leurs démarches structurantes, de levée de fonds, de veille législative et de gestion des ressources humaines.

L'ALFAMIF porte le Pôle Santé Solidarité (PSS) qui facilite l'accès au droit à la santé et aux soins des publics en situation de précarité sur Vallauris. Cette association anime également l'Atelier Santé-Ville (ASV) de la commune. Après avoir réalisé un diagnostic précis des besoins en 2019, un programme d'actions en faveur de la prévention des risques santé particulièrement prégnants sur le quartier prioritaire (problème d'addictions, de nutrition etc...) doit être mis en place collectivement.

Les principaux objectifs de ces structures sont de :

- Favoriser l'accès aux démarches administratives, à la santé, au vivre ensemble et à la citoyenneté.
- Favoriser l'autonomie face aux démarches administratives en rapprochant les usagers ou les associations des administrations : Relais de Femmes, Fondation d'Auteuil, APPASCAM.
- Développer le vivre ensemble par l'accès aux loisirs : Fondation d'Auteuil.
- Développer l'implication des habitants dans la vie locale : Fondation d'Auteuil
- Favoriser l'accès à la santé par l'aide aux démarches administratives, par une coordination des acteurs en vue de développer des actions de prévention santé : ALFAMIF.

C'est dans ce contexte que les structures présentées sollicitent de la part de la C.A.S.A. les montants suivants d'aides financières :

	Budget action 2021	Montant sollicité en 2021	Montant proposé en 2021	Ratio subvention CASA / budget action
RELAIS DE FEMMES	67 243 €	6 000 €	5 000 €	7,4%
FONDATION D'AUTEUIL (EVS)	216 595 €	8 000 €	8 000 €	3,6%
FONDATION D'AUTEUIL (CC & FPH)	16 531€	3 000 €	1 000 €	6%
APPASCAM	8 750 €	6 000 €	4 000 €	45,7%
ALFAMIF	129 212 €	11 000 €	11 000 €	8,5%

Les critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs pour les actions de chacun de ces acteurs sont définis au sein des conventions d'attribution de leurs subventions respectives.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2020.006 du 17 juillet 2020 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs de la médiation sociale, de l'amélioration du cadre de vie et de la santé pour leurs projets, et de leurs octroyer une subvention globale de 29 000 €, à répartir comme suit :

○ RELAIS DE FEMMES :	5 000 €
○ FONDATION D'AUTEUIL (EVS) :	8 000 €
○ FONDATION D'AUTEUIL (CC/FPH) :	1 000 €
○ APPASCAM :	4 000 €
○ ALFAMIF :	11 000 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions à ces acteurs, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions, ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 - fonction 60 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs de la médiation sociale, de l'amélioration du cadre de vie et de la santé pour leurs projets, et de leurs octroyer une subvention globale de 29 000 €, à répartir comme suit :

○ RELAIS DE FEMMES :	5 000 €
○ FONDATION D'AUTEUIL (EVS) :	8 000 €
○ FONDATION D'AUTEUIL (CC/FPH) :	1 000 €
○ APPASCAM :	4 000 €
○ ALFAMIF :	11 000 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions à ces acteurs, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions, ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;

- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 - fonction 60 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 31 mai 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION RELAIS DE FEMMES
Action « Médiation sociale-Lien social, animation locale et citoyenneté »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée RELAIS DE FEMMES régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but, sans distinction de nationalité, de confession et d'opinion politique, l'animation et la médiation sociale, l'intégration sociale et culturelle des populations en précarité, principalement des femmes et de leurs familles, dont le siège social est situé au 9 rue du Docteur Senes – 06220 VALLAURIS, représentée par Madame Samia LAHMAR, agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **RELAIS DE FEMMES**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, RELAIS DE FEMMES exerce notamment une mission de médiation sociale et familiale.

Dans ce cadre, il est prévu des actions de proximité tournées vers les femmes et leurs familles telles que l'animation de quartier, l'accueil et l'orientation de publics.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, RELAIS DE FEMMES s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de médiation et d'animation sur le quartier prioritaire « Cœur de Ville-Hauts de Vallauris ».

Il s'agit :

- De rendre le public, servi par les actions, plus autonome dans ses démarches, notamment administratives ;
- D'aider à la résolution des problèmes administratifs par l'information et l'orientation ;
- De dynamiser et rendre acteurs les habitants du quartier à travers les différentes rencontres, manifestations, débats et sorties;
- De développer le partenariat (CIDFF, Parenthèse, l'antenne de justice de Vallauris, MSAP, services de police...) notamment dans le cadre du droit de la famille, le logement, la lutte contre les violences conjugales.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement RELAIS DE FEMMES pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 64 255 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

RELAIS DE FEMMES reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 5 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

RELAIS DE FEMMES s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes issues du quartier prioritaire ;
- Nombre total de personnes accueillies ;
- Nombre d'adhésions nouvelles;
- Nombre d'ateliers organisés sur la médiation sociale, thématiques abordées et nombre de participants ;
- Nombre d'accompagnements individuels et répartition sur les grandes thématiques ;
- Nombre d'initiations à l'informatique par semaine, sur une année ;
- Nombre de réunions de régulation avec les partenaires, auxquelles l'association a participé ;
- Nombre de réunions de régulation avec les partenaires, organisées par l'association.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par RELAIS DE FEMMES.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

RELAIS DE FEMMES devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

RELAIS DE FEMMES s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes

annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

- Plus particulièrement, l'association RELAIS DE FEMMES remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'association RELAIS DE FEMMES est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association RELAIS DE FEMMES, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

RELAIS DE FEMMES s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration

d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

RELAIS DE FEMMES et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), RELAIS DE FEMME s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association RELAIS DE FEMMES,
La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- président délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Samia LAHMAR

Kevin LUCIANO

Total de 345 bénéficiaires.

Total de 1088 visites..

Total de 1191 prestations ou services rendus.

Précisions sur les bénéficiaires

Nombre total de bénéficiaires : 345

⁴ Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

7. Budget⁵ du projet

Année 2021

CHARGES	RESSOURCES
<u>60 - Achats 2 712,00 €</u> Prestations de services 0,00 € Achats matières et fournitures 2 712,00 € Autres fournitures 0,00 €	<u>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 192,00 €</u> Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 192,00 €
<u>61 - Service extérieurs 8 114,00 €</u> Locations 7 044,00 € Entretien et réparation 120,00 € Assurance 950,00 € Documentation 0,00 €	<u>73 - Dotations et produits de tarification</u> Dotations et produits de tarification 0,00 €
<u>62 - Autres services extérieurs 5 976,00 €</u> Rémunérations intermédiaires et honoraires 3 840,00 € Publicité, publication 1 824,00 € Déplacements, Missions 96,00 € Services bancaires, autres 216,00 €	<u>74 - Subventions d'exploitation 49 620,00 €</u> Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités 8 000,00 € 06-ETAT-POLITIQUE-VILLE 8 000,00 € Conseil-s Régional(aux) 0,00 € Conseil-s Départemental (aux) 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations 6 000,00 € 06-CA SOPHIA ANTIPOLIS 6 000,00 € Commune(s) 2 000,00 € VALLAURIS (06220) 2 000,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) 7 000,00 € 06-CAF 7 000,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés) 24 120,00 € Aides privées (fondation) 0,00 € Autres établissements publics 2 500,00 € FDVA
<u>63 - Impôts et taxes</u> Impôts et taxes sur rémunération 0,00 € Autres impôts et taxes 0,00 €	<u>75 - Autres produits de gestion courante 715,00 €</u> 756.Cotisations 715,00 € 758.Dons manuels - Mécénat 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante 0,00 €
<u>64 - Charges de personnel 33 883,00 €</u> Rémunération des personnels 23 040,00 € Charges sociales 9 500,00 € Autres charges de personnel 1 343,00 €	<u>76 - Produits financiers</u> Produits financiers 0,00 €
<u>65 - Autres charges de gestion courante</u> Autres charges de gestion courante 0,00 €	<u>77 - Produits exceptionnels 158,00 €</u> Produits exceptionnels 158,00 €
<u>66 - Charges financières</u> Charges financières 0,00 €	<u>78 - Reprises sur amortissements et provisions</u> 789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs 0,00 €
<u>67 - Charges exceptionnelles</u> Charges exceptionnelles 0,00 €	
<u>68 - Dotation aux amortissements</u> Dotation aux amortissements 0,00 €	
<u>69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés</u> Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés 0,00 €	
<u>Charges indirectes</u> Charges fixes de fonctionnement 0,00 € Frais financiers 0,00 € Autres charges indirectes 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice) 0,00 €	

86 - Emplois des contributions volontaires en nature 13 570,00 € 860 - Secours en nature 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 8 370,00 € 862 - Prestations 0,00 € 864 - Personnel bénévole 5 200,00 €	79 - Transfert de charges Transfert de charges 0,00 € Ressources propres affectées au projet Insuffisance prévisionnelle (déficit) .. 0,00 € 87 - Contributions volontaires en nature 13 570,00 € 870 - Bénévolat 5 200,00 € 871 - Prestations en nature 8 370,00 € 875 - Dons en nature 0,00 €
Total des Charges 64 255,00 €	Total des ressources 64 255,00 €

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

8. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de *minimis*", "Régime d'aide pris sur la base du RGE"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION FONDATION D'AUTEUIL
« Espace de Vie Sociale »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Jean Marc SAUVE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL exerce notamment une mission de développement de la citoyenneté de proximité par la médiation notamment auprès des jeunes par le biais d'un travail de prévention, de responsabilisation et de valorisation des initiatives.

Dans ce cadre, il est prévu de mobiliser les jeunes du quartier des Hauts de Vallauris par un travail de médiation autour d'actions citoyennes afin de lutter contre la délinquance et les actes d'incivilité.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de cohésion sociale à destination des familles des quartiers prioritaires.

Cette mission s'exerce dans le cadre d'une enquête menée auprès de la population des Hauts de Vallauris et des acteurs locaux afin de définir des actions spécifiques et des objectifs :

- Faciliter et développer l'accès aux infrastructures et aux services de droit commun de la commune par l'accueil, l'information et l'orientation des habitants ;
- Susciter, soutenir et accompagner les initiatives et projets des habitants ;
- Développer les liens et le partenariat entre les structures de la commune et les actions spécifiques de l'Espace de Vie Sociale ;
- Valoriser les connaissances et la compétence de chacun, à travers les échanges de savoirs et de services ;
- Appréhender l'aide à l'éducation par un réseau de soutien et d'appui à la parentalité ;
- Mobiliser les jeunes du quartier par un travail de médiation autour d'actions citoyennes afin de lutter contre la délinquance et les actes d'incivilité ;
- Sensibiliser au droit civique et au respect de l'environnement.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 216 595 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 8 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes accompagnées par la structure : nombre de nouvelles entrées, nombre de sorties ;
- Nombre de personnes orientées vers les structures partenaires et typologie des demandes ;
- Nombre d'actions de communication des actions EVS ;
- Nombre d'actions parents ;
- Nombre d'actions enfants (0-6 ans / 6-11 ans / 11-17ans) ;
- Nombre d'enfants orientés vers le PRE ;
- Nombre d'actions collectives par axe du projet social ;
- Nombre de réunion de concertation avec les habitants ;
- Nombre d'informations collectives sur l'axe mobilité, garde d'enfant ;
- Nombre d'informations relayées sur l'emploi aux habitants (forums emploi, flyers partenaires de l'emploi, infos relayées par la commission emploi) ;
- Nombre de personnes réorientées vers les structures de l'emploi (Pôle Emploi, Mission Locale, PLIE, Emplois et Services 06 etc...) ;
- Recensement des demandes formulées par les habitants fréquentant la structure et mise en regard avec les actions et nombre de réunions du comité des usagers ;
- Nombre de réunions de régulation avec les structures partenaires (MSAP, CCAS, Relais de femmes, IGS...).

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par FONDATION D'AUTEUIL ;

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
FONDATION D'AUTEUIL,
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- président délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Jean Marc SAUVE

Kevin LUCIANO

7. Budget⁵ du projet

Année 2021

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 1 500,00 € Prestations de services..... 0,00 € Achats matières et fournitures..... 1 500,00 € Autres fournitures..... 0,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 0,00 €
61 - Service extérieurs 5 020,00 € Locations..... 4 820,00 € Entretien et réparation..... 0,00 € Assurance..... 200,00 € Documentation..... 0,00 €	73 - Dotations et produits de tarification Dotations et produits de tarification..... 0,00 €
62 - Autres services extérieurs 5 700,00 € Rémunérations intermédiaires et honoraires..... 5 300,00 € Publicité, publication..... 200,00 € Déplacements, Missions..... 200,00 € Services bancaires, autres..... 0,00 €	74 - Subventions d'exploitation 209 088,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 26 000,00 € 06-ETAT-POLITIQUE-VILLE..... 26 000,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 8 000,00 € 06-CA SOPHIA ANTIPOLIS..... 8 000,00 € Commune(s)..... 22 500,00 € VALLAURIS (06220)..... 22 500,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 51 748,00 € 06-CAF..... 51 748,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)..... 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés)..... 62 340,00 € Adultes relais 58047€ Service civique 4293€ Aides privées (fondation)..... 8 500,00 € Bailleur social ERILIA Autres établissements publics..... 30 000,00 € FRANCE RELANCE
63 - Impôts et taxes 5 600,00 € Impôts et taxes sur rémunération..... 0,00 € Autres impôts et taxes..... 5 600,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 1 200,00 € 756.Cotisations..... 1 200,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante..... 0,00 €
64 - Charges de personnel 175 625,00 € Rémunération des personnels..... 110 206,00 € Charges sociales..... 63 919,00 € Autres charges de personnel..... 1 500,00 €	76 - Produits financiers Produits financiers..... 0,00 €
65 - Autres charges de gestion courante 23 150,00 € Autres charges de gestion courante..... 23 150,00 €	77 - Produits exceptionnels Produits exceptionnels..... 0,00 €
66 - Charges financières Charges financières..... 0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions Reprises sur amortissements et provisions..... 0,00 €
67 - Charges exceptionnelles Charges exceptionnelles..... 0,00 €	79 - Transfert de charges Transfert de charges..... 0,00 €
68 - Dotation aux amortissements Dotation aux amortissements..... 0,00 €	Ressources propres affectés au projet 6 307,00 € Insuffisance prévisionnel (déficit)..... 6 307,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés..... 0,00 €	87 - Contributions volontaires en nature 870 - Bénévolat..... 0,00 € 871 - Prestations en nature..... 0,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €
Charges indirectes Charges fixes de fonctionnement..... 0,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 0,00 €	

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION FONDATION D'AUTEUIL
Action « Conseil Citoyen ET le Fonds de Participation des Habitants »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021.

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale, sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Jean Marc SAUVE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL exerce notamment une mission de développement de la citoyenneté de proximité par la médiation, notamment auprès des jeunes, par le biais d'un travail de prévention, de responsabilisation et d'initiatives.

Dans ce cadre, il est prévu la mise en œuvre d'un conseil citoyen sur le territoire prioritaire "Cœur de ville - Hauts de Vallauris ainsi que le Fonds de Participation des Habitants sur le territoire prioritaire "Cœur de ville - Hauts de Vallauris", deux dispositifs prévus par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir ces deux actions.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre et animer le Fonds de Participation des Habitants et le conseil citoyen sur le territoire prioritaire "Cœur de ville - Hauts de Vallauris" conformément à la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine.

D'une part, le conseil citoyen est mis en place sur la base d'initiatives participatives. Il est animé par un médiateur et composé d'habitants et de représentants des associations et acteurs locaux.

Les conseils citoyens sont associés à l'élaboration d'actions et d'initiatives ayant pour objectifs :

- De conforter les dynamiques citoyennes existantes ;
- De garantir les conditions nécessaires aux mobilisations citoyennes, en favorisant l'expertise partagée ;
- De garantir la place des habitants dans toutes les instances de pilotage ;
- De créer un espace de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants allant dans le sens de l'amélioration du cadre de vie et le mieux vivre ensemble.

D'autre part, le Fonds de Participation des Habitants est animé par la médiatrice du conseil citoyen. Cet outil permet de financer des projets portés par les habitants du quartier prioritaire, à hauteur de 500 euros maximum par projet.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 16 531 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 1 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

Dans le cadre d'un comité de suivi des financeurs du projet, réuni au moins une fois dans le courant de l'année, l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à communiquer un bilan annuel pour les deux actions susvisées.

Pour l'action Conseil citoyen, les indicateurs suivants seront mentionnés :

- Nombre total de conseillers, répartition par tranches d'âge et par sexe ;
- Nombre de nouveaux membres entrants sur l'année ;
- Nombre de réunions plénières ;
- Moyenne de membres présents par réunion ;
- Nombre de projets réalisés par le conseil citoyen (CC) ;
- Nombre d'habitants associés aux actions du CC ;
- Thématiques traitées en réunions ;
- Nombre de désengagements sur l'année (sorties) ;
- Le nombre de réunions avec les habitants ;
- Nombre de conseillers présents sur les bilans des actions du contrat de ville ;
- Nombre de conseillers présents aux comités techniques et comités de pilotage

Et pour l'action Fonds de Participation des Habitants, les indicateurs suivants seront mentionnés:

- Nombre total de projets présentés
- Nombre de projets mis en œuvre
- Nombre de porteurs de projets
- Nombre de bénéficiaires prévus au projet
- Nombre d'habitants bénéficiaires du projet par genre
- Tranche d'âge des bénéficiaires
- Répartition du nombre de projet par quartier
- Nombre de partenaires associés aux projets
- Implication et autonomie des habitants
- Indice général de satisfaction des bénéficiaires et porteurs

L'analyse de ces éléments devra permettre de s'assurer que l'objet du conseil citoyen et du Fonds de Participation des Habitants, initialement défini, sont bien respectés.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), la FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel.

Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
FONDATION D'AUTEUIL,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Jean Marc SAUVE

Kevin LUCIANO

- Nombre d'habitants bénéficiaires du projet (nombre d'hommes, nombre de femmes)
- Tranche d'âge des bénéficiaires (- de 25 ans /+ de 25 ans)
- Répartition du nombre de projet par quartier QPV
- Nombre de partenaires associés aux projets

Indicateurs qualitatifs :

- Implication et autonomie des habitants (capacité à mettre rédiger, présenter et mettre en oeuvre les projets)
- Indice général de satisfaction des bénéficiaires et porteurs

Précisions sur les bénéficiaires

Nombre total de bénéficiaires : 20

⁴ Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

7. Budget⁵ du projet

Année 2021

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 600,00 € Prestations de services 0,00 € Achats matières et fournitures 600,00 € Autres fournitures 0,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 0,00 €
61 - Service extérieurs Locations 0,00 € Entretien et réparation 0,00 € Assurance 0,00 € Documentation 0,00 €	73 - Dotations et produits de tarification Dotations et produits de tarification 0,00 €
62 - Autres services extérieurs 350,00 € Rémunérations intermédiaires et honoraires 0,00 € Publicité, publication 0,00 € Déplacements, Missions 350,00 € Services bancaires, autres 0,00 €	74 - Subventions d'exploitation 6 000,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités 2 500,00 € 06-ETAT-POLITIQUE-VILLE 2 500,00 € Conseil-s Régional(aux) 0,00 € Conseil-s Départemental (aux) 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations 3 000,00 € 06-CA SOPHIA ANTIPOLIS 3 000,00 € Commune(s) 0,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) 500,00 € 06-CAF 500,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés) 0,00 € Aides privées (fondation) 0,00 € Autres établissements publics 0,00 €
63 - Impôts et taxes Impôts et taxes sur rémunération 0,00 € Autres impôts et taxes 0,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 756.Cotisations 0,00 € 758.Dons manuels - Mécénat 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante 0,00 €
64 - Charges de personnel 14 463,00 € Rémunération des personnels 9 154,00 € Charges sociales 5 309,00 € Autres charges de personnel 0,00 €	76 - Produits financiers Produits financiers 0,00 €
65 - Autres charges de gestion courante 1 118,00 € Autres charges de gestion courante 1 118,00 €	77 - Produits exceptionnels Produits exceptionnels 0,00 €
66 - Charges financières Charges financières 0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions 1 000,00 €
67 - Charges exceptionnelles Charges exceptionnelles 0,00 €	
68 - Dotation aux amortissements Dotation aux amortissements 0,00 €	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés 0,00 €	
Charges indirectes Charges fixes de fonctionnement 0,00 €	

Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 € <u>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</u> 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 0,00 €	789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs..... 1 000,00 € <u>79 - Transfert de charges</u> Transfert de charges..... 0,00 € <u>Ressources propres affectées au projet</u> 9 531,00 € Insuffisance prévisionnelle (déficit) .. 9 531,00 € <u>87 - Contributions volontaires en nature</u> 870 - Bénévolat..... 0,00 € 871 - Prestations en nature..... 0,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €
Total des Charges	Total des ressources
16 531,00 €	16 531,00 €

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

8. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de minimis", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...), renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LA PROFESSIONNALISATION
DE L'ANIMATION SPORTIVE ET CULTURELLE
DANS LES ALPES-MARITIMES (A.P.P.A.S.C.A.M.)
Action « centre de ressources et d'information
pour les associations et les bénévoles »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.,**

ET,

L'association dénommée Association pour la Promotion et la Professionnalisation de l'Animation Sportive et Culturelle dans les Alpes-Maritimes (A.P.P.A.S.C.A.M.) régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but la conception d'actions d'information, de promotion et d'études susceptibles de favoriser le développement d'emplois à profil associatif, dont le siège social est situé 2, rue de la Foux - 06800 CAGNES SUR MER, représentée par Madame Nathalie AUDIN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **l'A.P.P.A.S.C.A.M.,**

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, l'A.P.P.A.S.C.A.M. exerce notamment une mission de promotion et de professionnalisation de l'animation sportive et culturelle dans les Alpes-Maritimes et de centre de ressources et d'information des bénévoles.

Dans ce cadre, l'association propose la délocalisation du centre de ressources et d'information pour les bénévoles.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention l'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'aide au fonctionnement des associations locales (soutien juridique pour le fonctionnement des instances, aide au montage du budget, etc...).

Les principaux objectifs de l'A.P.P.A.S.C.A.M. sont de :

- Participer à la création d'emplois sur le territoire ;
- Apporter une aide à la fonction employeur aux associations ;
- Aider au développement d'activités de lien social sur le territoire ;
- Apporter une aide aux porteurs de projets individuels et collectifs ;
- Responsabiliser et informer les bénévoles ;
- Apporter une aide et expertise pour la réalisation des actions menée par les associations ainsi accompagnées dans le cadre de la programmation du contrat de Ville 2015-2022.

Cette action se déroulera sur le territoire prioritaire « Cœur de Ville - Hauts de Vallauris » en direction des associations du quartier prioritaire qui sollicitent l'association. L'A.P.P.A.S.C.A.M vise l'accompagnement de 15 porteurs de projet ou structures associatives.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'A.P.P.A.S.C.A.M. pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 8 750 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'A.P.P.A.S.C.A.M. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 4 000 euros.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION - EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan de l'action subventionnée.

6.1 Bilan intermédiaire

L'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à fournir un bilan intermédiaire qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Les indicateurs quantitatifs sont :

- Nombre d'accompagnements par association œuvrant dans le cadre du contrat de ville,
- Nombre d'entretiens et nature des demandes
- Nombre de relais des appels à projets et de subventions accordées à l'issue de l'accompagnement
- Nombre d'emplois créés au sein des associations accompagnées.

Sur le plan qualitatif, chaque mesure d'accompagnement fera l'objet d'une fiche d'évaluation.

Chaque association ou porteur de projet aura un dossier permettant d'évaluer son projet associatif et de suivre son évolution.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et l'A.P.P.A.S.C.A.M.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact de l'action ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

➤ L'A.P.P.A.S.C.A.M. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des

comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

- Plus particulièrement, l'A.P.P.A.S.C.A.M. remettra à la CASA ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par un expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou, au plus tard, avant le 1^{er} août de l'année 2022.
- Si l'A.P.P.A.S.C.A.M. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'A.P.P.A.S.C.A.M. et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

L'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à

l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

L'A.P.P.A.S.C.A.M. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois suivant la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'association A.P.P.A.S.C.A.M.,
La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Nathalie AUDIN

Kevin LUCIANO

Volontaires ou stagiaires indemnisés		
Personnel mis à disposition "payante"		
Bénévoles	1	0.05
Volontaires en service civique		
Personnel mis à disposition « gratuite »		

Centre
Ressources
2021

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? ☐ oui ☒ non
Si oui, combien (en ETPT) : 0

Date ou période de réalisation : du (le) 01/01/2021 au 31/12/2021

Evaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus

Chaque mesure d'accompagnement fera l'objet d'une fiche d'évaluation, chaque association ou porteur de projet aura un dossier permettant d'évaluer le projet associatif et de suivre son évolution.

Indicateurs quantitatifs : nombre d'accompagnements, nombre de personnes rencontrées, nombre d'emploi créés

Indicateurs qualitatifs : fiche d'évaluation

Précisions sur les bénéficiaires

Nombre total de bénéficiaires : 30

⁴ Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

7. Budget⁵ du projet

Année 2021

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 300,00 € Prestations de services 0,00 € Achats matières et fournitures 0,00 € Autres fournitures 300,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 0,00 €
61 - Service extérieurs Locations 0,00 € Entretien et réparation 0,00 € Assurance 0,00 € Documentation 0,00 €	73 - Dotations et produits de tarification Dotations et produits de tarification 0,00 €
62 - Autres services extérieurs 750,00 € Rémunérations intermédiaires et honoraires 0,00 € Publicité, publication 100,00 € Déplacements, Missions 650,00 € Services bancaires, autres 0,00 €	74 - Subventions d'exploitation 7 250,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités 500,00 € 06-ETAT-POLITIQUE-VILLE 500,00 € Conseil-s Régional(aux) 0,00 € Conseil-s Départemental (aux) 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations 6 000,00 € 06-CA SOPHIA ANTIPOLIS 6 000,00 € Commune(s) 0,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) 0,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés) 0,00 € Aides privées (fondation) 0,00 € Autres établissements publics 750,00 €
63 - Impôts et taxes 350,00 € Impôts et taxes sur rémunération 0,00 € Autres impôts et taxes 350,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 1 500,00 € 756.Cotisations 0,00 € 758.Dons manuels - Mécénat 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante 1 500,00 €
64 - Charges de personnel 5 350,00 € Rémunération des personnels 3 500,00 € Charges sociales 1 500,00 € Autres charges de personnel 350,00 €	76 - Produits financiers
65 - Autres charges de gestion courante Autres charges de gestion courante 0,00 €	
66 - Charges financières Charges financières 0,00 €	
67 - Charges exceptionnelles Charges exceptionnelles 0,00 €	

<p>68 - Dotation aux amortissements Dotation aux amortissements..... 0,00 €</p> <p>69 - Impôt sur les bénéfices (IS) : Participation des salariés Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés... 0,00 €</p> <p>Charges indirectes 2 000,00 € Charges fixes de fonctionnement... 1 500,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 500,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €</p> <p>86 - Emplois des contributions volontaires en nature 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 0,00 €</p>	<p>Produits financiers..... 0,00 €</p> <p>77 - Produits exceptionnels Produits exceptionnels..... 0,00 €</p> <p>78 - Reprises sur amortissements et provisions Reprises sur amortissements et provisions..... 0,00 €</p> <p>79 - Transfert de charges Transfert de charges..... 0,00 €</p> <p>Ressources propres affectés au projet Insuffisance prévisionnel (déficit)..... 0,00 €</p> <p>87 - Contributions volontaires en nature 870 - Bénévolat..... 0,00 € 871 - Prestations en nature..... 0,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €</p>
<p>Total des Charges 8 750,00 €</p>	<p>Total des ressources 8 750,00 €</p>

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

8. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de minimis", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION A.L.F.A.M.I.F.
Action « Pôle Santé Solidarité et Atelier Santé Ville »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'association dénommée Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles – A.L.F.A.M.I.F. régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de précarité au regard du logement, par un hébergement temporaire et un accompagnement socio-éducatif, l'accès aux droits et aux soins pour les publics les plus en difficulté, dont le siège social est situé 3 avenue du Midi – 06220 GOLFE JUAN, représentée par Monsieur Jean-Pierre BUFFA agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **A.L.F.A.M.I.F.**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, A.L.F.A.M.I.F. développe des actions d'hébergement d'urgence et de santé préventive.

Dans ce cadre, il est prévu que l'association gère le Pôle Santé Solidarité et l'Atelier Santé-ville de Vallauris.

Le Pôle Santé Solidarité favorise l'accès aux droits et aux soins des publics en situation de précarité et issus du quartier prioritaire.

L'atelier santé-ville :

- Coordonne les partenaires afin d'apporter une offre différenciée et adaptée.
- Améliore la connaissance de l'offre de santé sur le territoire,
- Évalue les besoins en matière de santé,
- Met en place des actions de prévention adaptées aux besoins,

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, A.L.F.A.M.I.F. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accès aux droits et aux soins.

Cette mission a pour objectif de :

- Favoriser l'accès à l'information ;
- Favoriser l'accessibilité à l'effectivité des droits et à l'offre de soins ;
- Soutenir et favoriser les actions d'accompagnement des publics précaires ;
- Développer des actions de réduction des risques chez les usagers de produits psychoactifs ;
- Favoriser les démarches de santé communautaires ;
- Développer et actualiser les actions prévues dans le diagnostic de 2019 afin d'enrichir les données sur les besoins du territoire ;
- Mettre en place des actions d'éducation à la santé et de sensibilisation aux dangers de certaines conduites à risques (addictions, conduites sexuelles etc...)

Au sein du Pôle Santé Solidarité, cette mission est menée par une coordinatrice et 2 agents d'accueil qui orientent sur des professionnels dont les champs d'interventions sont la santé, l'accès aux soins et la prévention.

Il est notamment prévu la tenue de permanences quotidiennes d'accueil et d'orientation, animées par 2 agents d'accueil qui recevront le public, sans rendez-vous, pour toutes questions relatives aux démarches santé (arrêts de travail, indemnités journalières, droit à la CMU-C, remboursements Sécurité Sociale...).

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement A.L.F.A.M.I.F. pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 129 212 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association A.L.F.A.M.I.F. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 11 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

A.L.F.A.M.I.F. s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Permanences d'accueil et d'orientation :
 - Nombre de passages,
 - Nombre de personnes différentes reçues,
 - Nombre de personnes issues du quartier prioritaire,
 - Nombre de personnes nouvelles,
 - Type de démarches,
 - Typologie du public accueilli et évolution (comparatif sur les 3 derniers exercices),
 - Nombre de personnes accompagnées physiquement vers des démarches d'accès aux droits et types de démarches.

- Actions de prévention :
 - Méthodologie de mise en place des ateliers,
 - Thématique des ateliers proposés,
 - Nombre de participants.
- Partenariat et permanences des partenaires :
 - Services orienteurs vers le pôle santé,
 - Type d'orientations effectuées vers les partenaires,
 - Nombre de personnes reçues par an, par partenaire.
- Bilans de santé :
 - Nombre de personnes ayant passé un bilan de santé,
 - Nombre de personnes entamant une démarche de soins post-bilan,
 - Pathologies repérées.
- Atelier santé ville :
 - Nombre de réunions de coordination avec les partenaires,
 - Nombre d'actions mises en place en réseau,
 - Mise à jour du diagnostic des besoins.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville de la C.A.S.A. et par A.L.F.A.M.I.F.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

A.L.F.A.M.I.F. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association A.L.F.A.M.I.F. remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.

- Si l'association A.L.F.A.M.I.F. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ A.L.F.A.M.I.F. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association A.L.F.A.M.I.F., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

A.L.F.A.M.I.F. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

A.L.F.A.M.I.F. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association A.L.F.A.M.I.F s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association A.L.F.A.M.I.F.,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Jean-Pierre BUFFA

Kevin LUCIANO

financières en lien avec la MAS.

BP. Aejamif PSS + ASV

- Indicateurs qualitatifs

Descriptif de l'action, freins rencontrés, faits marquants de l'année, points forts.

Impacts.

Perspectives/pistes d'amélioration.

Partenariat : Définition des partenariats et plus-value. Type d'orientations effectuées vers les partenaires.

*INDICATEURS D'ÉVALUATION ASV :

- Indicateurs quantitatifs

Nombre de réunions avec les partenaires

Nombre d'actions mises en place en réseau

Nombre d'actions par public, thématiques des ateliers

Typologie du public

Nombre de réunions en lien avec les partenaires financeurs sur la validation des fiches action

- Indicateurs qualitatifs

Formation de la Coordinatrice

Adaptation des actions aux besoins spécifiques de la population

Adaptation des outils à l'appui de l'action

Bilans inter-partenariaux

Impacts observés

Atouts/faiblesses, perspectives

Précisions sur les bénéficiaires

Nombre total de bénéficiaires : 900

⁴ Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

7. Budget⁵ du projet

Année 2021

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 2 352,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 1 512,00 €
Prestations de services..... 330,00 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 1 512,00 €
Fournitures pour petits travaux	Loyers versés par le CSAPA
Achats matières et fournitures..... 1 635,00 €	
Fluides (EDF) : poste en baisse suite à renégociation des contrats	
Essence du véhicule pour les bilans de santé et pour les frais	

de déplacement de la Coordinatrice (diverses réunions, formations, réunions des ASV...).

Autres fournitures..... 387,00 € Diverses fournitures :

Entretien des locaux,

Fournitures administratives,

Renouvellement de petits équipements.

61 - Service extérieurs 13 327,00 €

Locations..... 11 700,00 €

Location local : 8 500€.

Location photocopieur : 1040€.

Location standard : 1150€.

Crédit bail véhicules : 1010€ . L'Association acquiert un véhicule supplémentaire en raison de la multiplication des actions.

Entretien et réparation..... 946,00 € Contrat de maintenance du photocopieur en baisse suite à renégociation du contrat soit 900€.

Quote-part des contrats sécurité (SICLI, APAVE) .

Assurance..... 636,00 €

Documentation..... 45,00 €

62 - Autres services extérieurs 4 551,00 €

Rémunérations intermédiaires et honoraires.....

2 007,00 € Quote-part des frais du Commissaire aux comptes et de l'Expert comptable : 1792€. Augmentation des frais de cabinet d'expertise comptable pour un soutien renforcé sur la gestion : établissement de plaquettes intermédiaires.

Rémunération avocat pour le dossier prud'hommal suite à licenciement (dossier reporté en raison de la situation sanitaire).

Publicité, publication..... 0,00 €

Déplacements, Missions..... 198,00 €

Services bancaires, autres..... 2 346,00 € Frais télécommunications du Pôle santé solidarité : 1 900€ (renégociation du contrat).

63 - Impôts et taxes 4 783,00 €

Impôts et taxes sur rémunération..... 4 783,00 € Taxe sur les salaires déduction faite de l'abattement : 2 723€.

Participation employeur à la formation : 2 060€.

Autres impôts et taxes..... 0,00 €

64 - Charges de personnel 103 315,00 €

Rémunération des personnels..... 71 914,00 €

Charges sociales..... 29 780,00 €

Autres charges de personnel..... 1 621,00 €

65 - Autres charges de gestion courante 0,00 €

Autres charges de gestion courante, 0,00 €

66 - Charges financières 0,00 €

Charges financières..... 0,00 €

67 - Charges exceptionnelles 0,00 €

Charges exceptionnelles..... 0,00 €

68 - Dotation aux amortissements 884,00 €

Dotation aux amortissements..... 884,00 € Dotation historique+ dotation pour investissements 2020 (achat des tables de réunions) + investissements 2021 : Achat d'ordinateurs pour les Agents d'accueil.

69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés 0,00 €

Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés.. 0,00 €

Charges indirectes 0,00 €

Charges fixes de fonctionnement..... 0,00 €

Frais financiers..... 0,00 €

Autres charges indirectes..... 0,00 €

73 - Dotations et produits de tarification 0,00 €

Dotations et produits de tarification.. 0,00 €

74 - Subventions d'exploitation 127 700,00 €

Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 63 200,00 €

PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR-SANTE (ARS)

63 200,00 €

Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 33 500,00 €

06-ETAT-POLITIQUE-VILLE..... 33 500,00 €

Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 €

Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 €

Communautés de communes ou d'agglomérations..... 11 000,00 €

06-CA SOPHIA ANTIPOLIS..... 11 000,00 €

Commune(s)..... 0,00 €

Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 0,00 €

Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 0,00 €

L'agence de services et de paiement (emplois aidés).... 0,00 €

Aides privées (fondation)..... 0,00 €

Autres établissements publics..... 20 000,00 €

CPAM :

75 - Autres produits de gestion courante 0,00 €

756.Cotisations..... 0,00 €

758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 €

750.Autres produits de gestion courante..... 0,00 €

76 - Produits financiers 0,00 €

Produits financiers..... 0,00 €

77 - Produits exceptionnels 0,00 €

Produits exceptionnels..... 0,00 €

78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 €

789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs..... 0,00 €

79 - Transfert de charges 0,00 €

Transfert de charges..... 0,00 €

Ressources propres affectées au projet 0,00 €

Insuffisance prévisionnelle (déficit)..... 0,00 €

87 - Contributions volontaires en nature 0,00 €

870 - Bénévolat..... 0,00 €

871 - Prestations en nature..... 0,00 €

875 - Dons en nature..... 0,00 €

Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 0,00 €	
860 - Secours en nature..... 0,00 €	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services.....	
0,00 €	
862 - Prestations..... 0,00 €	
864 - Personnel bénévole..... 0,00 €	
Total des Charges 129 212,00 €	Total des ressources 129 212,00 €

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

8. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de *minimis*", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 31/05/2021
Numéro : BC_2021_090
Nature : DE - Deliberations
Objet : Soutien aux actions du contrat de ville en faveur de la médiation sociale, de l'amélioration du cadre de vie et de la santé - Attribution de subventions
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : xuNIRUF

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/06/2021
Identifiant : 006-240600585-20210531-BC_2021_090-DE

Acte reçu

Date : 31/05/2021
Numéro interne : BC_2021_090
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Soutien aux actions du contrat de ville en faveur de la médiation sociale, de l'amélioration du cadre de vie et de la santé - Attribution de subventions
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210531-BC_2021_090-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 10

99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_090-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_090-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_090-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_090-DE-1-1_5.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_090-DE-1-1_6.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_090-DE-1-1_7.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_090-DE-1-1_8.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_090-DE-1-1_9.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_090-DE-1-1_10.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_090-DE-1-1_11.PDF

N